

# DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2015-06-04/45**

**OBJET : Autorisation donnée à la Présidente à signer le protocole de mobilisation et de solidarité permettant de faire face aux arrivées massives d'algues sargasses sur le littoral guadeloupéen.**

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18 heures 16, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la Mairie de Morne-A-L'Eau.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**CONSEILLERS PRESENTS : Vingt-quatre (24) conseillers communautaires, dont la liste suit :**

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION: Quatre (4)**

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,  
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,  
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,  
Mme OUJAGIR à M. ROUX Harry.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS EXCUSES : Trois (3)**

Mme JASMIN Victoire, LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS : Cinq (5)**

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

**A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph.**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;



**Considérant** que les algues Sargasses impactent toute la zone Caraïbe et les côtes du sud-est des Etats Unis et qu'elles sont présentes en quasi continu.

**Considérant** que l'épisode du mois d'avril 2015 a atteint une intensité jamais connue jusque-là.

**Considérant** qu'en égard à l'importance du phénomène, les communes n'ont plus suffisamment de ressources tant humaines que financières pour y faire face seules.

**Considérant** que cette situation peut avoir un impact conséquent tant sur l'activité économique que sur la santé publique ; les différents acteurs institutionnels, sous l'égide de la Préfecture, ont décidé de se réunir pour lutter contre ce fléau.

**Considérant** que les communautés de communes et d'agglomération ont été désignées pour coordonner tant l'information que les actions, sur leur territoire.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le projet de protocole joint à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la Présidente à signer le protocole ainsi que tout acte y afférent.

**ARTICLE 3 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



**COURRIE.**

**10 JUL. 2015**

**S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE**

Le Président,

Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*